



Conseil économique et social

Distr. générale
11 septembre 2012
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2013
21-30 janvier et 8 février 2013

**Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations non
gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. European Network of Policewomen	3
2. Federation of Jain Associations in North America	4
3. Conseil national de la jeunesse finlandaise	6
4. Réseau contre la prostitution enfantine, la pornographie enfantine, et le trafic d'enfants à des fins sexuelles (ECPAT)	8
5. Fondation pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales et les secours humanitaires.	10
6. Foundation for Subjective Experience and Research	12
7. Fondation pour la promotion sociale de la culture	13
8. Fraternité Notre Dame	15
9. Fundação de Assistência Medica Internacional.	17
10. Fundación Cultural Baur.	19
11. Fundación Para La Libertad « Askatasun Bidean »	20



12.	Institut de recherche sur la Convention relative aux droits de l'enfant.	22
13.	God's Harvest Foundation	23
14.	Hebrew Immigrant Aid Society	25
15.	Aide Internationale pour les Handicapés	27

1. European Network of Policewomen

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

European Network of Policewomen (Réseau européen des femmes dans la police) œuvre à la mise en place d'un service de police diversifié et professionnel et aborde en particulier la situation des femmes au sein des organisations de police européennes afin de poursuivre le développement des valeurs fondamentales de l'Europe.

Buts et objectifs

L'organisation s'attache à mieux faire connaître les avantages associés à l'augmentation du nombre des femmes au sein de la police, tant au niveau opérationnel que dans l'administration, ainsi qu'à autonomiser celles qui travaillent déjà dans la police. À sa mission initiale d'optimisation de la place des femmes dans les corps de police et de maintien de l'ordre européens, le Réseau a ajouté la prise en compte systématique de la parité des sexes et la gestion de la diversité.

Changements à signaler

Le financement du système n'a pas changé. Aujourd'hui, les organisations de police de 18 pays européens sont représentées dans le Réseau.

Contribution à des activités des Nations Unies

- Mars 2008, au Collège européen de police (CEPOL) : conférence sur la prise en compte des sexospécificités dans le cadre du cours consacré aux « Changements dans la société de l'Union européenne – conséquences pour la gestion des ressources humaines », Collège allemand de police, Münster, Allemagne.
- Avril 2008 : Conférence européenne de l'Association internationale de chefs de police, Istanbul, Turquie. Participation des membres du conseil à la Conférence. Président invité comme conférencier.
- Mai 2008 : Symposium exécutif international sur la police à Cincinnati, États-Unis. Président invité comme conférencier.
- Septembre 2008 : International Association of Women Police, Darwin, Australie. Président invité comme conférencier.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La réduction d'une grande part du revenu structurel de l'organisation l'a forcée à limiter et cibler ses activités en Europe. Aussi le Réseau n'a-t-il pas été en mesure d'envoyer des participants aux réunions des Nations Unies. Toutefois, l'information des Nations Unies transmise est régulièrement diffusée et mise à profit dans les conférences et séminaires.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Réseau a contribué à la promotion de l'égalité des sexes ainsi qu'à l'autonomisation des femmes en participant aux activités ci-après :

- Mars 2009 et mars 2010 : participation aux séminaires célébrant la Journée internationale de la femme (8 mars), ainsi qu'à une discussion sur les expériences européennes en matière d'égalité des sexes dans le domaine de la sécurité à Barcelone en Espagne.
- Mars 2011 : participation à un séminaire célébrant la Journée internationale de la femme sur le thème « Policières – point de vue international ». Conférence organisée par l'École de police en Basse-Saxe en Allemagne. Participation à une table ronde sur l'égalité dans les forces de police et l'échange des meilleures pratiques.
- Participation à d'autres conférences et séminaires. Avril 2009 : Conférence européenne de l'Association internationale de chefs de police (AICP) à Tallinn. Octobre 2010 : participation à l'AICP à Orlando en Floride aux États-Unis d'Amérique, où le Vice-président a été représenté au International Policing Division Steering Committee (IPDSC). Décembre 2010 : participation à la septième Conférence internationale sur la sécurité interne et l'application de la loi avec pour thème « À la recherche du pouvoir de l'intelligence pour la sécurité européenne », organisée par l'Académie estonienne des sciences de la sécurité et le Ministère de l'intérieur estonien.

2. Federation of Jain Associations in North America

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

La Federation of Jain Associations in North America est une organisation qui compte plus de 70 membres réguliers et associés en Amérique du Nord. La fédération représente une population de plus de 150 000 personnes aux États-Unis et au Canada. La fédération travaille en partenariat avec d'autres fondations, organisations et fiducies de bienfaisance en vue d'accomplir ses objectifs.

Buts et objectifs

- Appuyer et promouvoir des activités caritatives et humanitaires communautaires en Amérique du Nord et dans le monde.
- Favoriser et promouvoir les échanges et la coopération scientifiques et culturels.
- Entretenir des relations cordiales avec des organisations multiconfessionnelles ou œcuméniques et les renforcer.
- Œuvrer à la paix dans le monde en prônant le règlement pacifique des conflits entre diverses communautés.

Contribution à des activités des Nations Unies

- La Fédération planifie et organise chaque année des campagnes sanitaires à l'intention des femmes, notamment pour leur fournir des informations au sujet du VIH et dispenser des soins prénatals et postnatals.
- Elle organise périodiquement des campagnes de dépistage des troubles de la vue et du glaucome ainsi que des campagnes de chirurgie de la cataracte visant à prévenir la cécité.
- Afin de contribuer à l'élimination du travail des enfants et à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement visant l'éducation primaire et secondaire pour tous, la Fédération planifie et organise un programme « vivres contre éducation » en fournissant un repas avant et après la classe à de jeunes enfants et des céréales aux familles de ces enfants les plus nécessiteuses.
- Pour promouvoir l'égalité des sexes, en particulier parmi les personnes handicapées, la fédération organise des campagnes destinées à aider des enfants et des adultes handicapés à accéder pour les premiers à l'éducation et pour les seconds à l'emploi.
- La fédération s'efforce de faire connaître ses buts et objectifs au moyen de publications et en organisant régulièrement des colloques, des ateliers de formation et des débats.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La fédération est une organisation fonctionnant entièrement sur la base du volontariat avec des frais d'administration de moins de 5 %. Toutefois, l'emplacement géographique et les contraintes de temps ont empêché ses chefs de participer aux réunions prévues. L'objectif dans les 12 mois à venir consiste à améliorer la participation directe de la fédération aux réunions organisées par les Nations Unies.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La fédération a coopéré activement avec les Nations Unies via ses organisations partenaires. Lors de la planification et mise en œuvre des projets avec ses organisations partenaires, elle a toujours tenu compte des objectifs du Millénaire pour le développement.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération a pris l'initiative de collaborer avec de nombreuses organisations de bienfaisance de bonne réputation et de constituer des partenariats pour mener à bien ses missions et activités selon les besoins.

Renseignements complémentaires

La fédération compte une expérience de plus de 27 ans dans la fourniture de services humanitaires dans le monde, en particulier les projets de reprise et développement communautaire à la suite de catastrophes naturelles.

3. Conseil national de la jeunesse finlandaise

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Le Conseil national de la jeunesse finlandaise – connu en Finlande sous le nom d'Allianssi – est une organisation qui regroupe les organisations de jeunes finlandais (Conseil national de la jeunesse finlandaise). Il s'agit d'une organisation nationale de service et de plaidoyer pour l'action des jeunes. Le Conseil collabore avec des jeunes pour promouvoir la justice, l'égalité, le traitement équitable, la participation et la lutte contre la discrimination. Il a pour objectifs de coopérer, associant tous les acteurs, en encourageant le dialogue, en échangeant l'information et en adhérant à de multiples valeurs. Le Conseil est une organisation non gouvernementale à but non lucratif sans aucune affiliation politique ou confessionnelle. L'adhésion est ouverte à toute organisation démocratique nationale s'intéressant aux problèmes des jeunes. Le Conseil est non seulement une instance de dialogue permettant à ses membres d'influencer les autorités en faveur des politiques de la jeunesse, mais est également le prestataire d'une vaste gamme de services.

Le Conseil offre des services éducatifs aux jeunes travailleurs locaux et organisations de jeunes, services très divers allant d'une éducation multiculturelle en matière d'organisation à une formation au travail de prévention dans la rue. Le Conseil gère également une bibliothèque spécialisée dans les politiques de la jeunesse. Cet établissement possède une collection de travaux de recherche et d'autres publications traitant des jeunes. Sa collection compte environ 15 000 publications et 250 volumes de journaux et de magazines. Le Conseil entend encourager les jeunes à devenir des membres responsables de la société et à les aider à participer aux processus de prise de décision et aux activités internationales. Il œuvre au service des organisations de jeunes et du travail des jeunes dans son ensemble. Il adhère aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Convention européenne des droits de l'homme comme fondements de ses activités.

De concert avec le Conseil consultatif des affaires de la jeunesse, Allianssi organise des élections parallèles depuis 1995 à l'intention des jeunes âgés de 15 à 18 ans afin d'élire leur propre parlement de jeunes. Ces élections parallèles se tiennent durant les autres élections nationales, comme les élections présidentielles et locales. En 2010, le Conseil a coordonné un programme d'emploi pour les jeunes qui a réussi à embaucher plus de 1 000 jeunes en Finlande. Le Conseil a aussi contribué dès ses débuts à la stratégie visant à promouvoir l'emploi des jeunes finlandais. La politique internationale et les activités du Conseil sont coordonnées par le Conseil d'administration et le comité international. Actuellement le Conseil s'attache tout particulièrement à promouvoir la participation des jeunes et à défendre leurs droits tant au niveau national qu'international.

Contribution à des activités des Nations Unies

Chaque année, le Conseil sélectionne un délégué pour la jeunesse de concert avec l'Association finlandaise pour les Nations Unies. Le délégué des jeunes est un membre de la délégation officielle de Finlande à l'Assemblée générale et dans les autres commissions compétentes, comme la Commission du développement social et la Commission de la condition de la femme. Il en est ainsi depuis plus de 10 ans. Le

Conseil a poursuivi la mise en œuvre en Finlande du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà et de la Convention relative aux droits de l'enfant, deux textes qui sont le fondement de son action. Le Conseil organise des consultations périodiques entre ses membres sur les questions intéressant les jeunes. Son principal outil de plaidoyer consiste à nouer des contacts avec le Ministère de la jeunesse et les autres ministères en Finlande, le Programme de la jeunesse de l'ONU, ainsi qu'avec divers représentants des jeunes auprès de l'Assemblée générale. Les autres principaux instruments de coopération internationale pour les jeunes sont notamment les réunions internationales de coordination des organisations de jeunes, le Forum européen des jeunes, le Conseil de l'Europe et les activités pour la jeunesse de l'Union européenne. Durant l'Année internationale de la jeunesse en 2010 et 2011, le Conseil a accueilli la Championne des jeunes des Nations Unies Monique Coleman à Helsinki du 26 au 29 mai et a organisé un séminaire ouvert pour les jeunes sur la question des politiques relatives aux jeunes et les Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Durant les années couvertes par le rapport, le délégué des jeunes des Nations Unies finlandais, choisi par le Conseil, a participé à la délégation officielle de la Finlande à l'Assemblée générale. En 2011, le jeune délégué du Conseil pour les questions du climat a été membre de la délégation finlandaise à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Durban en Afrique du Sud. Le Conseil a également choisi le délégué finlandais au Forum des jeunes de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en 2009 et 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Conseil organise des manifestations parallèles en coopération avec la Représentation permanente de la Finlande auprès des Nations Unies et la Réunion internationale de coordination des organisations de jeunes concernant les politiques et le volontariat de la jeunesse, auxquelles les divers organismes et programmes des Nations Unies ont été invités à participer. Ces événements en 2009 sont notamment une manifestation parallèle dans le cadre de la Commission du développement social sur le volontariat, à laquelle ont participé en qualité d'experts les représentants du Programme des Nations Unies pour la jeunesse, de l'UNESCO et des Volontaires des Nations Unies. En 2011, le Conseil a effectué une déclaration écrite comme contribution aux travaux de la table ronde sur la jeunesse, la paix et la sécurité, tenue les 30 et 31 janvier 2012 au Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix à New York.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Conseil appuie les objectifs du Millénaire pour le développement dans son action, mais aucun projet spécifique n'a été entrepris en rapport avec les objectifs durant les années couvertes par le rapport.

4. Réseau contre la prostitution enfantine, la pornographie enfantine, et le trafic d'enfants à des fins sexuelles (ECPAT)

Statut consultatif spécial : 2004

Contribution à des activités des Nations Unies

Les 25 et 26 octobre 2010 à Bangkok, ECPAT a organisé et accueilli une réunion de suivi du troisième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Le Fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies (UNICEF), le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants, les représentants des États et de la société civile ainsi que les représentants de la jeunesse, des organes d'application de la loi, du secteur privé et du monde universitaire se sont rassemblés pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration et appel à l'action de Rio de Janeiro pour prévenir et éliminer l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents, deux ans après le troisième Congrès mondial organisé à Rio de Janeiro au Brésil.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- L'adjoint régional d'ECPAT Afrique a participé au Forum de l'Afrique occidentale sur la violence contre les enfants, du 31 août au 3 septembre 2010 à Accra. Plus de 150 enfants, jeunes et adultes d'Afrique et d'ailleurs ont participé au Forum, ainsi que les acteurs d'ECPAT, Save the Children, Plan International, World Vision International, War Child Holland, ActionAid International et l'UNICEF, et le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants.
- ECPAT a participé à la journée annuelle du Conseil des droits de l'homme de discussions sur les droits des enfants à Genève en mars 2008, 2009, 2010 et 2011.
- L'adjoint régional d'ECPAT Afrique s'est rendu à Genève pour participer à une réunion de présession les 22 et 23 juin 2011 avec le Comité des droits de l'enfant après avoir conduit le processus de consultation nationale afin d'établir le rapport parallèle pour le Togo sur le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.
- ECPAT a également été représentée à l'occasion de l'examen de la Thaïlande par le Comité des droits de l'enfant, à Genève, en octobre 2011.
- ECPAT a apporté une grande contribution au deuxième projet d'Observation générale n° 13 (2011) du Comité des droits de l'enfant sur le droit de l'enfant d'être protégé contre toutes les formes de violence.
- ECPAT a apporté une grande contribution à l'examen périodique universel de la Belgique, du Danemark, du Népal et du Mozambique en 2010; et de l'Inde, du Brésil, de l'Indonésie, de l'Afrique du Sud, des Pays-Bas, de la Pologne et des Philippines en 2011.
- ECPAT a soumis un rapport parallèle au rapport initial du Bélarus sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la

pornographie mettant en scène des enfants. Le Bélarus a fait l'objet d'un examen durant la cinquante-sixième session du Comité des droits de l'enfant, tenue en janvier et février 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Avec l'UNICEF et le Gouvernement du Brésil, ECPAT a organisé le troisième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, qui constitue une part du processus d'examen périodique des progrès mondiaux accomplis contre l'exploitation sexuelle des enfants. Le Congrès, tenu à Rio de Janeiro au Brésil, a été essentiel pour maintenir le rang de priorité élevé des questions liées à l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans les programmes du Gouvernement. Comme dans le passé, ECPAT a collaboré avec l'UNICEF aux préparations de l'événement, auquel ont assisté 5000 participants provenant de plus de 180 États entre les 25 et 28 novembre 2008.
- ECPAT a participé et contribué à la 26^e réunion du Groupe d'action pour la protection des enfants dans le tourisme de l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (OMT), organisée à l'Office international du tourisme à Berlin les 11 et 12 mars 2011, ainsi qu'au premier Congrès international sur l'éthique et le tourisme, organisé les 15 et 16 septembre 2011 à Madrid.
- Depuis 2009, ECPAT a été membre du « Child online project » conduit par l'Union internationale des télécommunications, qui a vu le jour comme réseau de collaboration international pour l'action visant à promouvoir la protection en ligne des enfants dans le monde en offrant une aide aux pratiques en ligne sécurisées en conjonction avec les autres organismes et partenaires des Nations Unies.
- En 2010, ECPAT a contribué, en qualité de membre expert du groupe de travail établi par le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF à Florence, aux consultations sur la protection des enfants en ligne, examinant la convergence des infractions et pratiques en ligne et hors-ligne. Le rapport a été publié par l'UNICEF en 2011.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- En septembre 2011, les représentants des groupes ECPAT Europe et d'ECPAT ont remis au Président du Comité des droits de l'enfant et au Président du Conseil des droits de l'homme la pétition de la campagne lancée par ECPAT et le Body Shop dans le but de mettre fin au trafic sexuel des enfants et des jeunes. La pétition a été signée par plus de 7 millions de personnes dans le monde et constitue la plus grande pétition des droits de l'homme jamais présentée devant les Nations Unies.
- Le Programme de partenariats pour la jeunesse d'ECPAT cherche à garantir le droit des enfants de participer de manière active et efficace aux réformes sociales ainsi qu'à l'action contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales comme acteurs sociaux, partenaires et détenteurs de droits légitimes, et non comme simples bénéficiaires de l'aide sociale.

5. Fondation pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales et les secours humanitaires

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

La Fondation pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales et les secours humanitaires a été créée en 1992 par un groupe caritatif pour fournir une aide humanitaire à la Bosnie-Herzégovine en 1992 durant les années de guerre. La Fondation entend atteindre toutes les régions frappées par la guerre, les catastrophes, la pauvreté et les violations des droits de l'homme, et estime que les initiatives civiles complètent l'intervention des États et des organisations internationales en réponse aux problèmes humanitaires.

Buts et objectifs

Mue par un esprit de fraternité universelle d'humanité, la Fondation vise à garantir la justice pour l'humanité et la dignité de chaque personne, ainsi qu'à fournir une aide humanitaire à tous ceux dans le besoin, ou qui sont opprimés, où qu'ils soient; et à œuvrer à l'élimination de la violation des libertés et droits humains fondamentaux et à garantir le maintien de valeurs immuables. La Fondation a pour objectif d'instaurer un environnement permettant aux communautés et individus touchés par la guerre et les catastrophes naturelles d'assurer leur subsistance. En outre, via son rôle de chef de file en matière d'aide, elle a aussi pour objectif de favoriser une conscientisation collective et d'établir la coopération entre pays et organisations dans le monde; de donner plus de moyens aux individus et institutions dans les sociétés qui ont besoin d'aide; d'atteindre les régions touchées dans les moments de crises; de produire des solutions pérennes avec des projets permanents; de contribuer à l'élimination de la pauvreté; enfin, d'instituer la justice sociale.

Changements à signaler

En mars 2009, la Fondation a signé un code de conduite destiné aux organisations d'aide humanitaire. Le Conseil des ministres lui a accordé le statut d'organisation à but non lucratif conformément au droit des associations et des fondations, le 4 avril 2011. À la fin 2007, la Fondation opérait dans 100 pays et régions et avait atteint, à fin 2011, 135 pays et territoires.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2008, la Fondation a apporté une contribution de 50 000 dollars à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient au titre de son projet alimentaire mené dans la Bande de Gaza.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés : consultations annuelles aux côtés des organisations non gouvernementales (ONG) du 25 au 27 juin 2008 à Genève.
- Réunion de coordination des partenaires du HCR sur l'assistance sociale, 7 juillet 2008, Ankara.

- Forum de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies, 6 au 7 avril 2009, Istanbul, Turquie.
- Consultations annuelles du HCR avec les ONG, 27 juin au 3 juillet 2009, à Genève.
- Réunions du Conseil des droits de l'homme, les 2 et 21 mars 2011, à Genève.
- Quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, 9 au 13 mai à Istanbul, en Turquie.
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Forum sur le partenariat humanitaire « Sharaka » sur la Libye, 6 juin 2011 au Caire.
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires, deuxième atelier annuel sur l'échange de l'information pour une meilleure action humanitaire, 12 et 13 septembre 2011, à Koweït.
- Conférence internationale sur l'Initiative HOPEFOR : améliorer l'efficacité et la coordination des ressources militaires et de protection civile dans les réponses aux catastrophes naturelles, du 27 au 29 novembre 2011 à Doha.
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires, coopération pour la Syrie et le Yémen, 17 décembre 2011 au Caire.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le 14 juin 2008, un mémorandum d'accord d'aide aux réfugiés en Turquie a été signé avec la représentation du HCR à Istanbul, et un colloque conjoint sur les réfugiés a été organisé en coopération avec le HCR.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- Réduire l'extrême pauvreté et la faim : des secours alimentaires d'urgence ont été distribués dans 33 pays pour un coût de 740 000 dollars. De la nourriture a été distribuée durant le ramadan dans 88 pays pour 1,7 million de dollars. De la viande a été distribuée dans 96 pays pour 5 millions de dollars.
- Assurer l'éducation primaire pour tous : programmes éducatifs et de soins pour les orphelins dans 27 pays; programmes de formation professionnelle dans 8 pays; construction et rénovation d'écoles dans 11 pays; cours d'été dans 8 pays; ateliers dans 5 pays; logement pour les étudiants dans 3 pays; centres et complexes éducatifs dans 7 pays; programmes de bourses dans 10 pays; projet d'école familiale en Allemagne.
- Améliorer la santé infantile : opérations de la cataracte pour les enfants dans 5 pays; circoncisions au sein des populations musulmanes dans 9 pays; fourniture de médicaments pour les enfants dans 3 pays; tests de dépistage en Géorgie et en Haïti; conteneur itinérant de soins de santé en Iraq.
- Améliorer la santé maternelle : centres de maternité construits dans 5 pays.
- Améliorer la durabilité du point de vue de l'environnement : 1 658 puits peu profonds creusés dans 16 pays pour un coût de 2 072 500 dollars.

6. Foundation for Subjective Experience and Research

Statut consultatif spécial : 2008

Contribution à des activités des Nations Unies

La Foundation for Subjective Experience and Research contribue à promouvoir la paix ainsi que la réconciliation/médiation en appelant à la réconciliation internationale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- 64^e Conférence annuelle du Département de l'information/ONG, Bonn, Allemagne, 4 septembre 2011.
- 61^e Conférence annuelle du Département de l'information/ONG, Paris, septembre 2008.
- Participation en qualité d'expert à la réunion d'information du Département de l'information/ONG sur le thème « Paix durable via la réconciliation », 29 mai 2009.
- Déjeuner au Siège de l'Organisation des Nations Unies sur le thème de la mise en œuvre de l'Année internationale de la réconciliation en 2009; organisation d'une table ronde d'ONG au Bureau des Nations Unies, Vienne, 19 novembre 2010.
- « Réconciliation après 2000 » : élaboration de déclarations orales et écrites et rédaction de projets de résolution, comme la proposition d'une décennie de réconciliation, New York, février 2008.
- Quarante-neuvième session de la Commission du développement social, 9 au 18 février 2011 : déclaration écrite sur la philosophie de Saint-Martin de partage d'une vision mondiale visant à éliminer la pauvreté extrême et la faim.
- Programme de soins de santé selon la méthode Ergosoma comme meilleure pratique lors de la Foire de l'innovation du Conseil économique et sociale organisée les 2 et 3 juillet 2008.
- Auditions interactives de l'Assemblée générale, les 14 et 15 juin 2010.
- Commission de la condition de la femme, cinquante-deuxième à cinquante-cinquième sessions, 2008 à 2011.
- Six représentants, ainsi qu'un représentant de la jeunesse ont assisté à la 61^e Conférence annuelle du Département de l'information/ONG du 3 au 5 septembre 2008 sur le thème : « Réaffirmer les droits de l'homme pour tous : la Déclaration universelle à 60 ans » au Siège de l'UNESCO à Paris.
- Deux représentants ont participé au Forum de la société civile pour le développement de la Conférence du Département de l'information/ONG à l'Organisation internationale du Travail (OIT) à Genève les 27 et 28 octobre 2008.
- Deux représentants ont participé à la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 2 au 13 mars 2009.

- Quatre représentants ont participé à la Réunion de haut niveau sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York les 14 et 15 juin 2010.
- Un représentant a participé à la quarante-neuvième session de la Commission du développement social du 9 au 18 février 2011 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.
- Un représentant a participé à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme du 22 février au 4 mars 2011 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.
- Deux représentants ont participé à un dialogue officieux sur les maladies non transmissibles le 16 juin 2011 ainsi qu'à la Réunion de haut niveau sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York les 19 et 20 septembre 2011.
- Vingt-trois représentants ont participé à la 64^e Conférence annuelle du Département de l'information/ONG sur le thème « Sociétés durables; citoyens réceptifs », à Bonn, Allemagne, du 3 au 5 septembre 2011.

7. Fondation pour la promotion sociale de la culture

Statut consultatif général : 2001

Introduction

La Fondation pour la promotion sociale de la culture est une organisation à but non lucratif privée qui collabore au développement humain ainsi qu'à la promotion de la culture. Elle intervient dans les zones géographiques ci-après :

- La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord représente 54 % des ressources consacrées au développement et à la coopération. La Fondation opère dans les pays suivants : Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, République arabe syrienne et territoires palestiniens occupés.
- En Amérique latine, qui représente 18 % du total des ressources affectées au développement, la Fondation œuvre dans les pays suivants : Bolivie (État plurinational de), Guatemala, Nicaragua, Paraguay, Pérou et République dominicaine.
- En Afrique, qui représente 17 % du total de ses ressources affectées au développement, la Fondation accorde la priorité aux secteurs de l'éducation et de la santé en Éthiopie et en République démocratique du Congo.

Buts et objectifs

La Fondation œuvre à la promotion d'une culture de la solidarité axée sur l'humanité ainsi que sur l'urgente nécessité d'atteindre une plus grande dignité et une meilleure qualité de l'existence, des conditions de travail, de la liberté et de la participation sociale de tous les individus. Dans le cadre de l'objectif général visant à améliorer les aptitudes de chaque personne, la Fondation préconise l'aide à l'éducation comme moteur du développement qui créera des richesses et conduira à la participation sociale. La Fondation met l'accent sur trois domaines stratégiques : a) coopération pour le développement pour renforcer les capacités des pays et

mobiliser les ressources intérieures; b) coopération culturelle et éducative pour stimuler l'appui institutionnel et économique aux activités éducatives ainsi que la défense des valeurs culturelles; c) travail bénévole et action sociale axés sur la défense des valeurs civiques ainsi qu'une citoyenneté responsable et consciente.

Changements à signaler

Durant les quatre dernières années, la Fondation a resserré sa collaboration avec ses partenaires locaux. Son action menée aux côtés de la société civile a conduit à la création d'alliances conçues pour améliorer le partenariat entre le Nord et le Sud, y compris avec le réseau des ONG pour le développement des pays d'Amérique latine et le réseau des ONG associant les organisations de la société civile des pays d'Europe orientale et des Balkans. En 2008, la Fondation a mis en place le Centre des études du Moyen-Orient, organisation à but non lucratif qui conduit des activités de recherche et d'analyse dans les domaines tels que la stratégie politique, la compréhension culturelle et la consolidation de la paix. Le Centre a organisé plusieurs séminaires internationaux dont les conclusions et les documents sont publiés sur son site Web à www.cemofpsc.org.

Contribution à des activités des Nations Unies

- Les 25 et 26 novembre 2008, le Centre a organisé un séminaire international à Madrid sur le thème « Coopération pour le développement et ONG œuvrant dans la zone de conflit du Moyen-Orient ».
- Le 25 novembre 2009, le Centre a organisé un séminaire international à Madrid sur les droits des femmes et les droits humains ainsi que sur l'éducation dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.
- Le 25 novembre 2010, la Fondation a organisé un séminaire international à Madrid sur les femmes et le code du travail ainsi que l'équilibre entre vie familiale et vie professionnelle dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.
- Le 6 juin 2011, le Centre a organisé un séminaire international à Madrid sur le thème « La transition dans le nouveau monde arabe : un défi pour l'Orient et l'Occident » dont les conclusions sont reprises dans une brochure.
- Entre 2008 et 2011, les représentants de la Fondation ont participé à plusieurs forums organisés par le Conseil économique et social à New York et par le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (FAO) à Rome.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- En 2010 : déclarations orales et écrites lors du débat de haut niveau de l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social sur l'égalité des sexes et la sauvegarde de l'environnement dans le programme de développement du Moyen-Orient (E/2010/NGO/76).
- En 2011 : déclarations orales et écrites lors du débat de haut niveau de l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social sur l'organisation à l'œuvre en matière d'éducation dans les territoires palestiniens occupés : défis que pose la réalisation de l'objectif 2 du Millénaire pour le développement d'ici à 2015 (E/2011/NGO/30).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Du 26 au 29 avril 2011 : table ronde sur l'éducation dans les territoires palestiniens occupés ainsi que sur les progrès et obstacles sur la voie de l'enseignement primaire universel. Les représentants des Nations Unies, l'Autorité palestinienne, l'Université de Bethléem et les experts espagnols du secteur de l'éducation ont débattu des grands défis du système éducatif palestinien.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- Planification et développement de l'écotourisme à Hoa Binh, Viet Nam, de 2006 à 2012, avec la participation de 11 000 ménages agricoles.
- Intégration sociale des personnes handicapées dans la Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord via la facilité d'accès en Égypte, en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne, de 2010 à 2014, avec la participation de 8 000 personnes au projet.
- Gestion des ressources en eau en agriculture pour garantir la sécurité sanitaire des aliments dans les territoires palestiniens occupés et la Jordanie. Quelque 1000 agriculteurs participeront au projet de 2010 à 2014.
- Amélioration de la qualité de l'éducation via la formation de 1 500 enseignants et la construction de deux établissements d'enseignement secondaire du système publique en République démocratique du Congo, 2010 à 2014.
- Amélioration de la qualité de l'éducation dans les territoires palestiniens occupés, de 2010 à 2014, avec la formation prévue de 31 700 enseignants.
- Table ronde à Madrid sur l'eau dans les territoires palestiniens occupés lors de la Journée mondiale de l'eau, 21 mars 2011.
- Table ronde à Madrid sur la Journée internationale des personnes handicapées, 1^{er} décembre 2011.

8. Fraternité Notre Dame

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

Fraternité Notre Dame est une association religieuse et caritative catholique. Il s'agit d'une ONG associée avec le Département de l'information depuis 1994, laquelle s'est vu accorder le statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social en 1996. Elle est membre du Comité des ONG auprès de l'UNICEF. L'association a été fondée en 1971 par le révérendissime évêque Jean Marie. En 2007, le Congrès de l'égalité raciale (CORE) lui a remis la médaille de l'harmonie Martin Luther King Jr. En 1998 et 2004, il a reçu le prix Paul Harris Fellow du Rotary International.

Buts et objectifs

La Fraternité Notre Dame a pour mission d'aider tous ceux dans le besoin, sans distinction de race, de classe, de sexe ou de croyance religieuse. Fraternité Notre Dame a des activités aux États-Unis (Chicago, New York et San Francisco) et dans d'autres pays, comme la France, en Martinique notamment, Haïti, la Mongolie et le Niger, en administrant des écoles, des orphelinats, des centres de santé et des services de soupe populaire ainsi qu'en venant en aide aux malades du sida. Fraternité Notre Dame organise des secours dans les pays touchés par des catastrophes : Roumanie (1992), Rwanda (1994), Kosovo (1998), El Salvador (2001), Haïti (2010) et États-Unis [Nouvelle-Orléans et Mississippi (2005) et Alabama (2011)].

Contribution à des activités des Nations Unies

Les principales activités de Fraternité Notre Dame au cours des quatre années passées ont entièrement appuyé le programme de développement du Conseil économique et social et des Nations Unies : élimination de la pauvreté, réalisation de l'éducation primaire et amélioration de la santé.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

De 2008 à 2011, les représentants de Fraternité Notre Dame ont participé aux séances d'information du Département de l'information/ONG au Siège de l'Organisation des Nations Unies chaque semaine. Ils ont également participé à de nombreuses autres réunions à New York, notamment la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme en mars 2010 et l'Assemblée internationale des jeunes en juillet 2011. Les déclarations orales et écrites de Fraternité Notre Dame ont été présentées lors du Conseil des droits de l'homme à Genève en septembre 2008 (sur le racisme et la xénophobie); mars 2009 (sur la liberté de religion et les minorités); mai 2010 (sur le racisme et la discrimination raciale); enfin, mars, juin et septembre 2011 sur les mêmes thèmes. Les représentants de l'organisation ont participé à la vingt-troisième session du Conseil d'administration du programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), tenue en avril 2011 à Nairobi, ainsi qu'aux Conférences annuelles du Département de l'information/ONG organisées à l'UNESCO à Paris en septembre 2008, à Melbourne, (Australie) en septembre 2010, et à Bonn en septembre 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En Haïti, juste après le tremblement de terre de 2010, Fraternité Notre Dame a coordonné des secours humanitaires dans les montagnes reculées dominant Port-au-Prince. Des centaines de tonnes de nourritures, eau, articles d'hygiène, bâches et couvertures ont été distribuées avec l'appui de l'United States Agency for International Development, du Programme alimentaire mondial, de l'Organisation internationale pour les migrations, de l'UNICEF ainsi que des armées des États-Unis et du Canada. L'UNICEF a fourni des tentes au dispensaire et à l'école. En 2011, Fraternité Notre Dame a poursuivi son partenariat avec le Programme alimentaire mondial via le projet « Argent contre travail ». Un premier projet a consisté à construire : une route de plus de 7,3 kilomètres dans les montagnes, puis à creuser 15 000 mètres de fosses protectrices; 7 745 mètres cubes de murs d'appui

secs et 1 600 mètres de parois mobiles ont été dressés; et 100 000 boutures de végétaux et 12 000 arbres ont été plantés.

Au Niger, Fraternité Notre Dame a participé à la préparation de la Journée de l'enfant africain avec l'UNICEF (Avril/juin 2009 et avril/juin 2010). En Mongolie, Fraternité Notre Dame a participé à un forum organisé par les Nations Unies pour l'anniversaire des droits de l'enfant en 2008.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- À Chicago, en 2011, Fraternité Notre Dame a fourni de la nourriture à quelque 139 000 personnes via ses programmes d'alimentation; à New York en 2011, environ 193 000 personnes ont pu en bénéficier; et, à San Francisco, près de 48 000 repas ont été servis aux sans-abris. Des chiffres similaires ont été atteints durant les années précédentes.
- En Haïti, durant l'épidémie de choléra de 2011, un centre de réhydratation orale a été créé au centre de santé de Fraternité Notre Dame. Une unité de traitement du choléra pour 253 patients a également été ouverte.
- En Mongolie, la mission a administré un orphelinat, un service de soupe populaire et de banque alimentaire, ainsi qu'un jardin d'enfants.
- Au Niger, Fraternité Notre Dame a administré une clinique médicale depuis 2001. En 2011, plus de 17 000 patients sont venus se soigner à la clinique. De la nourriture et des draps pour les lépreux ont été fournis. L'école a accueilli 536 élèves démunis et l'orphelinat a pris en charge 38 enfants. Le nombre de bénéficiaires était le même lors des années précédentes.

9. Fundação de Assistencia Medica Internacional

Statut consultatif spécial : 2008

Changements à signaler

En 2011, Fundação de Assistencia Médica Internacional a ouvert un nouvel établissement de santé au Portugal pour fournir des services et des logements aux personnes provenant des îles périphériques de l'archipel des Açores. L'organisation a également mis en place des missions d'urgence au Zimbabwe (2008), en Indonésie et aux Philippines (2009), en Haïti (2010) et en Éthiopie (2011). En outre, la fondation a décidé de faire de l'environnement son quatrième pilier d'action en encourageant des campagnes de collecte de produits usagés en vue de leur recyclage, ainsi qu'en intégrant les questions liées à l'environnement dans la conception et la mise en œuvre de tous les projets.

Contribution à des activités des Nations Unies

- Entre 2008 et 2010, la fondation a participé à la campagne des Nations Unies « Éliminer la pauvreté pour 2015 c'est possible ».
- En 2009, après l'Année européenne du dialogue interculturel, l'Année internationale des langues et l'Année internationale de la planète Terre,

l'institution a organisé un forum intitulé « Encounter of cultures: listen to integrate » du 21 au 24 mai.

- La fondation participe au Pacte mondial des Nations Unies depuis le 1^{er} juin 2011.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Du 3 au 5 septembre 2008, ses représentants ont participé à la 61^e Conférence annuelle du Département de l'information/ONG tenue à Paris sur le thème « Réaffirmer les droits de l'homme pour tous : La Déclaration universelle à 60 ans ».
- Du 6 au 11 septembre 2009, ses représentants ont participé à la 62^e Conférence annuelle du Département de l'information/ONG à Mexico sur le thème « For peace and development: disarm now ».
- Du 3 au 5 septembre 2011, ses représentants ont participé à la 64^e Conférence annuelle du Département de l'information/ONG à Bonn sur le thème « Sociétés durables; citoyens réceptifs ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Coopération avec l'UNICEF lors d'une épidémie de choléra en Guinée-Bissau en mai 2008.
- Coopération à une campagne de collecte de fonds en faveur du Programme alimentaire mondial à Sao Tomé-et-Principe en octobre 2008, en 2009 et 2010.
- Projet en collaboration avec l'UNICEF d'aménagement de puits et latrines dans les écoles sur l'île de Bolama, Guinée-Bissau, en 2009.
- Projet, en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations, d'administration des trois campagnes en faveur des personnes déplacées dans leur propre pays en Haïti en 2010.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation adopte les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) comme lignes directrices de la conception de tous ses projets de développement :

- Accès de plus de 3 400 enfants à des écoles et services éducatifs dans les pays ci-après : Afghanistan, Angola, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Cap-Vert, Chine, Guinée-Bissau, Kenya, Malaisie, Mozambique, Philippines, République centrafricaine, Rwanda, Sri Lanka, Timor-Leste et Zimbabwe.
- Appui aux OMD en contribuant à l'autonomisation de plus de 700 femmes dans les pays ci-après : Afghanistan, Brésil, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Haïti, Ouganda et Sénégal.
- Appui aux OMD en offrant à plus de 125 000 personnes accès aux soins de santé préventifs contre le VIH/sida et le paludisme dans les pays ci-après : Angola, Bangladesh, Brésil, Burundi, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Haïti,

Indonésie, Liban, Kenya, Sénégal, Thaïlande, Timor-Leste, Ukraine et dans les territoires palestiniens occupés.

- Appui aux OMD en contribuant à l'élimination de la pauvreté et de la faim via plusieurs projets bénéficiant à plus de 4 700 personnes dans les pays ci-après : Australie, Chine, Guinée-Bissau, Philippines, Sao Tomé-et-Principe, Sri Lanka et Timor-Leste.
- Appui aux OMD en garantissant l'accès de plus de 23 000 enfants à l'alimentation et à des soins de santé dans les pays ci-après : Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Burundi, Cap-Vert, Chine, Guinée-Bissau, Inde, Indonésie, Liban, Mozambique, Panama, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Timor-Leste et Zimbabwe.
- Appui aux OMD en garantissant l'accès de plus de 2 700 femmes aux soins de santé dans les pays ci-après : Bangladesh, Brésil, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Indonésie, Liban et Sénégal.
- Appui aux OMD en contribuant à la durabilité du point de vue de l'environnement via plusieurs projets bénéficiant à plus de 2 000 personnes dans les pays ci-après : Brésil, Guinée-Bissau, Indonésie et Philippines.

10. Fundación Cultural Baur

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Fundación Cultural Baur est une organisation basée au Mexique. Postulant que l'éducation est le moteur le plus puissant de formation des êtres humains, l'organisation facilite l'action dans l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, en donnant les moyens aux enfants et aux jeunes d'assumer leur responsabilité en rapport avec la société où ils vivent et la préservation de la planète.

Changements à signaler

L'organisation est devenue membre du Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO en février 2012.

Contribution à des activités des Nations Unies

Des activités à l'appui de l'action des Nations Unies sont notamment les suivantes :

- Carol Baur, fondatrice de l'organisation, est intervenue lors du congrès latino-américain organisé au nom de la qualité éducative en 2008 et a été honorée du titre d'ambassadrice de l'Amérique latine pour l'éducation aux droits de l'homme.
- Le Baur interschool Model United Nations a été organisé à Bajío, au Mexique, en février 2008, mars 2009 et janvier 2012.

- Participation à la Conférence annuelle sur l'apprentissage de la paix et les droits de l'homme, organisée au Siège de l'Organisation des Nations Unies et à l'Université Adelphi en 2008.
- Participation aux Conférences annuelles sur l'École internationale des Nations Unies en mars 2008, 2009, 2010 et 2011.
- Participation à la première conférence « l'ONU mise en scène » à l'Universidad Nacional Autónoma de Mexico le 7 mai 2010.
- Participation au débat télévisé des Nations Unies « Face to face » ainsi qu'au dialogue de politique spéciale en 2010 au Conseil économique et social sur le rôle des femmes dans les pays en situation particulière.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Conférences annuelles du Département de l'information/ONG des Nations Unies à Paris du 6 au 8 septembre 2008 et à Mexico du 9 au 11 septembre 2009.
- Débat informel sur le thème des migrations internationales et du développement le 19 mai 2011.
- Examen ministériel annuel du Conseil économique et social, juillet 2011, déclaration écrite de la fondation.
- Coopération avec le Centre d'information des Nations Unies au Mexique lors d'un séminaire régional intitulé « Nations Unies et désarmement », 2 juin 2010.
- Rencontre éducative sur l'Holocauste le 21 avril 2010. Ateliers à l'intention des organisateurs de « l'ONU mise en scène » les 27 août 2009, 20 mai 2010 et 12 mai 2011.
- Intervenant lors d'une réunion du Département de l'information/ONG le 26 août 2011.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a fourni une aide alimentaire et éducative à quelque 1 000 enfants chaque année pendant 20 ans.

11. Fundación Para La Libertad « Askatasun Bidean »

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Fundación Para La Libertad « Askatasun Bidean », aussi connue sous le nom de Fondation pour la liberté, a été inscrite au registre des fondations du Ministère de la culture en Espagne en 2002.

Buts et objectifs

Les objectifs de l'organisation sont notamment la promotion et la défense des valeurs inscrites dans la constitution espagnole de liberté, d'égalité, de démocratie et de pluralisme politique, en particulier en réponse aux attaques de ces valeurs par la violence terroriste, et ce, via une approche de la défense des droits de l'homme.

Contribution à des activités des Nations Unies

En sa qualité d'organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif, l'organisation contribue à l'action des Nations Unies en participant aux événements organisés par les organismes des Nations Unies et en menant une action sur les droits de l'homme via des conférences, séminaires et publications.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Depuis 2008, l'organisation participe à la plupart des appels lancés par le Conseil des droits de l'homme à Genève pour ses séances plénières, en participant à des discussions générales via des interventions orales et écrites. Depuis 2009, ses interventions se sont attachées à demander à ce qu'un rapporteur spécial surveille les violations des droits de l'homme perpétrées par le terrorisme en Espagne.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- En octobre 2009, une réunion a été organisée au Real Instituto Elcano (Madrid) avec le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.
- En mars 2010, lors de la participation de la fondation à la treizième session du Conseil des droits de l'homme à Genève, une réunion a été organisée avec un représentant du Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et un membre du Groupe de travail sur la détention arbitraire.
- En septembre 2010, la fondation a participé à la quinzième session du Conseil des droits de l'homme.
- Durant l'année 2011, la fondation a collaboré avec les autres ONG espagnoles, en particulier la Fundación Miguel Ángel Blanco, à l'élaboration d'un projet sur l'octroi du statut juridique propre aux victimes du terrorisme. Les travaux ont abouti à une présentation d'experts au siège du Conseil des droits de l'homme à Genève qui a abordé cette question et à laquelle ont participé le Haut-Commissaire et les représentants de divers États.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En relation avec l'objectif 2 « Assurer l'éducation primaire pour tous », la fondation a organisé les séminaires relatifs à l'éducation en adoptant la vision correspondante des Nations Unies.

Renseignements complémentaires

Au fil des ans, la fondation a élaboré une activité intense via des séminaires, publications et conférences de défense des droits de l'homme, aussi bien au niveau national qu'international.

12. Institut de recherche sur la Convention relative aux droits de l'enfant

Statut consultatif spécial : 2008

Buts et objectifs

L'Institut de recherche sur la Convention relative aux droits de l'enfant œuvre à la sensibilisation aux droits de l'enfant au niveau national et local au Japon. Ses activités sont notamment les suivantes :

- Promotion d'études complètes et multidisciplinaires sur les droits de l'enfant.
- Promotion des droits de l'enfant au sein des populations locales principalement à partir des municipalités et ONG.
- Promotion des études mondiales sur les droits de l'enfant, en particulier dans la région asiatique.
- Regroupement desdites fonctions en vue de constituer un centre de documentation sur la Convention relative aux droits de l'enfant.
- Enquêtes et examens portant sur les pratiques et politiques relatives aux enfants et activités de plaidoyer sur la base des conclusions desdites études.

Changements à signaler

Motivées par le grand tremblement de terre de l'est du Japon et les accidents nucléaires de Fukushima en mars 2011, d'autres activités de plaidoyer conduites par l'Institut en faveur de l'élaboration de lois et plans axés sur les droits de l'enfant au niveau national et local sont venues appuyer ses buts et objectifs.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2008, l'Institut a resserré sa collaboration avec les experts et les ONG en République de Corée, en vue de constituer un réseau d'experts et d'ONG pour la concrétisation des droits de l'enfant en Asie (En novembre 2008 ainsi qu'à d'autres occasions).

En 2009, l'Institut a :

- Coorganisé le premier Forum asiatique sur les droits de l'enfant, tenu à Séoul en collaboration avec le Conseil coréen pour les droits de l'enfant les 19 et 20 novembre. Les représentants de Chine, du Japon, de la Mongolie et de la République de Corée ont participé au forum.
- Organisé, en août de la même année, un forum pour célébrer le vingtième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, en collaboration avec les ONG concernées.

En 2010, l'Institut a rassemblé les ONG compétentes pour l'examen du troisième rapport périodique du Japon conduit par le Comité des droits de l'enfant, contribuant à l'élaboration de rapports par la société civile et les ONG, au dialogue tenu avec le Gouvernement ainsi qu'aux suites données aux observations finales du Comité.

En 2011, durant la dix-huitième session du Conseil des droits de l'homme, l'Institut a proposé l'élaboration de directives des Nations Unies concernant la protection des droits de l'enfant dans le contexte des catastrophes de grande ampleur, ainsi que le respect des droits de l'enfant dans les processus de reconstruction (A/HRC/18/NGO/4); il a également organisé le deuxième Forum asiatique sur les droits de l'enfant à Tokyo en novembre 2011, auquel ont participé les chercheurs, les fonctionnaires et les ONG de la région; enfin, d'octobre 2010 à décembre 2011, l'Institut a participé au groupe d'ONG au Japon œuvrant à la formulation et à l'adoption du troisième Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Institut a :

- Observé l'examen du troisième rapport périodique du Japon conduit par le Comité des droits de l'enfant en mai 2010 et a livré des informations au Comité.
- Participé et soumis des présentations au groupe de travail présession du Comité pour l'examen du troisième rapport périodique du Japon, ainsi qu'au forum des ONG tenu devant le groupe de travail présession (février 2010).
- Participé à la dix-huitième session du Conseil des droits de l'homme et proposé l'élaboration de directives des Nations Unies concernant la protection des droits de l'enfant dans les catastrophes de grande ampleur, ainsi que le respect des droits de l'enfant dans les processus de reconstruction.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En collaboration avec le projet « Villes amies des enfants », entrepris par l'UNICEF pour la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant au niveau local, l'Institut a promu la mise en place et la constitution en réseau des villes amies des enfants au Japon, notamment via l'adoption des ordonnances relatives aux droits de l'enfant.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Étant essentiel de mettre en œuvre la Convention relative aux droits de l'enfant en vue de la concrétisation des objectifs du Millénaire pour le développement, l'Institut a cherché à constituer un réseau asiatiques de chercheurs, experts, ONG et fonctionnaires, y compris locaux, notamment via l'organisation du Forum asiatique des droits de l'enfant.

13. God's Harvest Foundation

Statut consultatif spécial : 2008

Buts et objectifs

La God's Harvest Foundation a pour buts et objectifs de venir en aide aux groupes démunis de la société et de les préparer à s'insérer dans l'existence. Elle atteint ces objectifs via a) des visites régulières dans les prisons afin que les

programmes de réinsertion influent sur l'esprit des prisonniers et fournissent des services de conseils et d'appui au renforcement des capacités, ainsi qu'une aide matérielle; et b) des visites aux orphelinats et aux zones démunies pour organiser des campagnes de sensibilisation sociale à l'importance de l'éducation et pour aider au bien-être des enfants.

Changements à signaler

Les restrictions financières ont empêché la Fondation de poursuivre sa collaboration avec d'autres organisations.

Contribution à des activités des Nations Unies

La fondation s'est sérieusement impliquée dans son projet de réinsertion des détenus afin de prévenir la récidive et la criminalité persistante. Elle a également collaboré avec des ONG partenaires, qui ont lancé un projet de technologies de l'information et des communications en vue de créer un centre de formation informatique au niveau local au sein d'une école secondaire du premier cycle, ainsi que dans le cadre de l'IDAY (Journée internationale de l'enfant africain et de sa jeunesse) pour organiser un programme d'éducation à l'élimination du paludisme lors de sa célébration de la Journée de l'enfant africain.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La fondation n'a participé à aucun des forums des Nations Unies, mais s'attache activement à contribuer aux événements futurs. Elle a eu l'occasion de participer à deux grandes réunions portant sur l'enfant africain. En novembre 2011, les représentants ont participé à une conférence mondiale à Kampala concernant la justice pour mineurs en Afrique puis a contribué à l'élaboration des projets de directives sur les actions en faveur des enfants dans le système judiciaire en Afrique. Cela a été organisé par l'African Child Policy Forum et Défense des enfants International, avec l'UNICEF comme partenaire essentiel.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2009, les ONG intervenant dans la principale prison du Ghana, la Prison de sécurité moyenne de Nsawam, via leurs activités de plaidoyer et en collaboration avec l'UNICEF, ont obtenu l'approbation du Gouvernement du Ghana pour la création d'un système éducatif en milieu carcéral, allant du niveau secondaire premier cycle au niveau universitaire, que la fondation tient pour une réalisation majeure.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La fondation n'a pas participé à l'action du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires dans la mesure où elle a centré ses activités sur le développement et la mise en œuvre de programmes d'éducation à l'intention des détenus dans le souci de prévenir la récidive, sur les campagnes de sensibilisation sociale à l'éducation et au bien-être de l'enfant, ainsi que sur le développement des connaissances en la matière, en partenariat avec d'autres ONG dans la poursuite de ces objectifs majeurs. La fondation a contribué aux objectifs du Millénaire pour le

développement au Ghana en procurant une aide financière aux prisons et orphelinats pour le bien-être des enfants.

14. Hebrew Immigrant Aid Society

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

La Hebrew Immigrant Aid Society propose une représentation en justice ainsi que des services sociaux aux réfugiés et demandeurs d'asile aux États-Unis d'Amérique, en aidant les populations vulnérables originaires du monde entier.

Changements à signaler

En 2010, la Society a commencé à proposer des programmes psychosociaux aux réfugiés au Panama. En 2011, la Society a créé un bureau de représentation à Paris.

Contribution à des activités des Nations Unies

- En 2009, le fonds pour les réfugiés au Kenya de la Hebrew Immigrant Aid Society a lancé un programme proposant une formation à la sensibilisation aux persécutions sexuelles et fondées sur le sexe à l'intention des agents de l'aide humanitaire, ainsi qu'une aide directe aux victimes de ces persécutions en Afrique de l'Est. Des activités de plaidoyer menées avec le HCR et les décideurs aux États-Unis ont contribué à la dynamique en faveur de la réalisation d'une réforme mondiale et américaine en vue de l'amélioration du traitement des victimes de persécutions sexuelles et fondées sur le sexe.
- En qualité de partenaire d'exécution du HCR au Tchad, la Society fournit des services sociaux et de soutien psychologique aux personnes traumatisées dans le cadre de campagnes pour les réfugiés, et favorise la réinstallation de ceux qui ont besoin d'une protection.
- En 2009, 2010 et 2011, le programme de services communautaires et psychosociaux de la Society au Tchad a couvert plusieurs dizaines de milliers de réfugiés et personnes déplacées dans leur propre pays. La Society a fourni des services collectifs aux enfants et adolescents, a initié les parents aux dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et a formé d'autres ONG partenaires au code de conduite du HCR destiné aux agents de l'aide humanitaire.
- Les 3 et 4 août 2011, la Society a nommé et parrainé six réfugiés pour qu'ils assistent au Congrès inaugural du HCR sur les réfugiés, en célébration du 60^e anniversaire de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- En 2008, les représentants de la Society ont activement participé aux consultations annuelles du HCR avec des ONG à Genève du 25 au 27 juin, ainsi qu'aux Consultations tripartites annuelles du HCR sur la réinstallation à Genève du 30 juin au 2 juillet, et à la réunion annuelle du Comité exécutif du HCR à Genève du 6 au 10 octobre.

- En 2009, les représentants de la Society ont activement participé aux Consultations tripartites annuelles du HCR sur la réinstallation tenues à Genève du 30 juin au 2 juillet, et le Directeur de pays pour le Kenya de la Society a effectué une présentation sur le rôle des ONG en réponse aux problèmes des renvois aux fins de réinstallation des réfugiés et des lacunes du système de défense auxquels se heurtent les victimes de persécutions sexuelles et fondées sur le sexe. Les représentants de la Society ont participé activement aux consultations annuelles du HCR aux côtés des ONG à Genève du 29 juin au 1^{er} juillet, ainsi qu'à la réunion annuelle du Comité exécutif du HCR à Genève organisée du 28 septembre au 2 octobre.
- En 2010, les représentants de la Society ont activement participé aux Consultations annuelles du HCR aux côtés des ONG à Genève organisées du 29 juin au 1^{er} juillet, aux Consultations tripartites annuelles du HCR sur la réinstallation à Genève du 6 au 8 juillet, ainsi qu'à la réunion annuelle du Comité exécutif du HCR tenue à Genève du 4 au 8 octobre. Les représentants de la Society ont également participé à la table ronde des experts du HCR sur les demandeurs d'asile et les réfugiés à la recherche d'une protection en raison de leur orientation sexuelle et identité sexuelle, à Genève, le 30 septembre et le 1^{er} octobre.
- En 2011, les représentants de la Society ont activement participé aux Consultations annuelles du HCR aux côtés des ONG à Genève du 28 au 30 juin, aux Consultations tripartites annuelles du HCR sur la réinstallation, à Genève, du 4 au 6 juillet ainsi qu'à la réunion annuelle du Comité exécutif du HCR, à Genève, du 3 au 7 octobre. Lors des Consultations tripartites annuelles sur la réinstallation, le représentant régional de la Society en Amérique latine, aux côtés des autres ONG, a effectué une présentation sur les activités, expériences et atouts des ONG confessionnelles et sur la situation des réfugiés dans la région.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- En 2010, la Society a collaboré avec le siège du HCR à Genève au lancement d'une nouvelle trousse d'information HCR-ONG en vue d'une coopération pratique pour la réinstallation.
- La Society est un partenaire d'exécution du HCR au Tchad, en Équateur et en Ukraine. Selon les besoins de ces pays, la Society assiste les réfugiés et/ou les demandeurs d'asile via différents programmes de services psychosociaux, d'assistance juridique et matérielle, et d'aide à l'alphabétisation.
- Avec le concours du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture et du HCR, la Society maintient une présence en Équateur, au Kenya et au Venezuela (République bolivarienne du) pour administrer des programmes d'aide aux populations de réfugiés.
- Depuis 2010, la Society a été un partenaire d'exécution aux côtés du Programme alimentaire mondial en Équateur pour fournir des articles alimentaires et non alimentaires essentiels aux réfugiés.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- Les activités de plaidoyer de la Society ont mis en avant une réforme complète de l'immigration aux États-Unis et au niveau international. Elle étend ses activités à la promotion du traitement équitable des victimes de persécutions sexuelles et fondées sur le sexe via des programmes de services directs en Afrique, des activités de plaidoyer au niveau national aux États-Unis et l'administration d'un programme de gestion approfondie des dossiers à partir de New York pour les réfugiés et demandeurs d'asile.
- La Society appuie un réseau de 31 organismes locaux disséminés aux États-Unis, fournissant des services juridiques et sociaux aux réfugiés, demandeurs d'asile et autres immigrants, y compris les programmes d'intégration et de citoyenneté.

15. Aide Internationale pour les Handicapés

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

De 2008 à 2011, Aide Internationale pour les Handicapés a inscrit à la pointe de ses activités les objectifs des Nations Unies et du Conseil économique et social : instaurer le progrès social, améliorer les niveaux de vie, appuyer les droits de l'homme, poursuivre la coopération internationale en matière d'éducation et élargir les perspectives d'emplois. Ses programmes ont en particulier mis l'accent sur l'aide aux personnes handicapées, conformément à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, ainsi que sur les initiatives de l'Organisation mondiale de la Santé centrées sur le handicap, et sur les efforts du Conseil visant à intégrer le handicap dans les questions liées au développement.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a amélioré les niveaux de vie et le respect des droits de l'homme en :

- Conduisant près de 30 campagnes de santé en faveur des personnes handicapées dans toute l'Inde, assistant environ 150 000 personnes présentant une déficience auditive et personnes handicapées moteurs via la distribution de prothèses de Jaipur, béquilles, fauteuils roulants, orthèses, tricycles et appareils auditifs. Ces efforts ont abouti à trois des plus grandes campagnes jamais organisées en faveur des personnes handicapées.
- Administrant trois centres d'aide orthopédique permanents en Inde qui proposent des soins gratuits aux gens durant toute l'année.
- Faisant don d'équipements médicaux à 38 hôpitaux et maisons médicales en Asie du Sud, équivalant à 209 éléments d'équipements et 513 boîtes et sacs de fournitures médicales.
- Fournissant une aide aux survivants du tremblement de terre en Haïti, des inondations en Inde, dans l'État du Bihar et à Leh dans la région du Ladakh, et

du cyclone qui a ravagé le Myanmar, via la distribution de quelque 8 000 kits de secours.

- Distribuant des vêtements aux démunis, notamment les personnes handicapées. En 2010 et 2011 seulement, l'organisation a fait don de 150 000 vêtements.

Les activités mises en œuvre pour poursuivre la coopération éducative et l'amélioration de l'emploi consistent notamment à :

- Distribuer plusieurs milliers d'ouvrages, notamment 6 000 livres en braille, à des établissements éducatifs ne disposant pas de fonds suffisants, et octroyer des bourses éducatives à près de 300 personnes à charge des victimes des attentats à la bombe perpétrés à Mumbai en Inde. L'organisation a également stimulé la fréquentation scolaire via son programme « Nourrir pour éduquer » qui offre des repas quotidiens à 7 000 enfants dans les établissements dispensant des cours du soir, les établissements préscolaires et les écoles ne bénéficiant d'aucune aide à Mumbai.
- Conduire des programmes de formation professionnelle et offrir un soutien au microcrédit à 1 913 jeunes des rues et migrants pour améliorer les perspectives d'emplois.
- Offrir des tricycles à 175 personnes handicapées en vue d'une utilisation rémunératrice.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- En 2008, le fiduciaire principal de l'organisation a assisté au débat consacré aux questions diverses (18 au 24 juillet) et au débat de haut niveau (30 juin au 3 juillet) de la session de fond du Conseil économique et social à New York. Durant le débat de haut niveau, l'organisation a exposé son action menée auprès des victimes des mines terrestres en Afghanistan, au Burundi, et au Soudan lors de la foire de l'innovation et a fait une déclaration.
- En 2009, le fiduciaire principal a assisté au débat consacré aux questions diverses de la session de fond du Conseil, à Genève, du 23 au 30 juillet.
- En 2010, le fiduciaire principal a assisté au débat consacré aux questions diverses de la session de fond du Conseil à New York du 16 au 22 juillet.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'action de l'organisation a appuyé les objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 4, et 8. Elle a aidé à mettre un terme à la pauvreté et la faim en créant des programmes visant à élargir les perspectives d'emplois. Les projets ont notamment consisté en un programme de formation professionnelle et de microcrédit pour les jeunes des rues et les migrants ainsi que la distribution de tricycles professionnels aux personnes handicapées moteurs. L'objectif de l'éducation pour tous a été soutenu via l'octroi de bourses par l'organisation aux personnes à la charge des victimes des attentats à la bombe de Mumbai, la distribution d'ouvrages et son programme « Des vivres pour l'éducation ». La santé de l'enfant a fait l'objet d'attention via ses campagnes menées en faveur des personnes handicapées incluant les actions ci-après : activités au bénéfice des enfants, programmes « Des vivres pour l'éducation » et aide à la Journée Terry Fox,

manifestation annuelle de collecte des fonds pour les jeunes patients atteints du cancer. Via les secours en cas de catastrophe et l'aide aux campagnes en faveur des personnes handicapées dans les pays en développement, l'organisation a également promu une culture de constitution de partenariats mondiaux.
